

Simon Catros, *La guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, préface d'Olivier Forcade, postface de Georges-Henri Soutou, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 291 p.

François Cochet



L'ouvrage est issu d'une thèse de doctorat dirigée par Olivier Forcade, soutenue en 2015 à Sorbonne Université. Le livre est structuré en trois grandes parties. La première est intitulée « Des bureaux aux ministres. Les états-majors généraux dans le processus décisionnel en politique étrangère ». L'auteur y développe les approches institutionnelles des différentes instances militaires chargées d'aider à la prise de décision des grands chefs (état-major de l'Armée, de la Marine, de l'Air, des colonies, états-majors généraux, mais aussi Haut comité militaire, Secrétariat général de la Défense nationale...). Les rouages et les fonctionnements sont remarquablement saisis dans leur complexité, leurs évolutions et plus encore, peut-être, dans les personnels qui les servent. La deuxième partie tourne autour de la notion de « représentation » en renseignement et stratégie. Cette partie est particulièrement intéressante. Nous allons y revenir. La troisième partie, « De la guerre d'Éthiopie à la crise de Dantzig. Les états-majors généraux face aux crises diplomatiques », soumet les analyses cumulées dans les deux premières parties à l'épreuve des évolutions de 1935 à 1939.

Le titre choisi pour la publication dramatise quelque peu la situation de 1935 à 1939. L'intitulé de la thèse, « Sans vouloir intervenir... Les états-majors français et la prise de décision en politique étrangère », en disait peut-être finalement plus sur les attitudes et comportements des grands chefs militaires face au pouvoir civil et notamment face aux diplomates.

Reflète d'un excellent travail universitaire, l'ouvrage est solidement argumenté, comme en attestent les nombreuses notes de bas de pages. L'auteur a travaillé dans de nombreux dépôts d'archives. Le Service historique de la Défense (SHD) a fourni une part importante de la matière première, notamment à travers les archives privées du général Gamelin. L'absence d'un état-major général de la Défense nationale est longuement analysée par l'auteur pour expliquer certaines déficiences, mais également certaines ignorances et représentations croisées des uns sur les autres, politiques comme militaires.

Il est possible de rassembler les apports de cet ouvrage en quelques grandes rubriques fédératrices.

Le rôle des personnalités

L'auteur montre bien comment le mois de janvier 1935 et l'arrivée au sommet de l'Armée de Maurice Gamelin constituent une césure dans l'histoire des relations politico-militaires de la période. Le départ de Maxime Weygand, au caractère « accusé et tranchant » – on dirait aujourd'hui sans doute « clivant » –, doit permettre des relations plus apaisées entre les hautes sphères de l'Armée et les décideurs civils. En 1935, le Conseil supérieur de la Guerre (CSG), conseillant le ministre de la Guerre dans la préparation de l'Armée à un conflit éventuel échoit à Maurice Gamelin. Mais ce dernier, chef d'état-major général de l'Armée de terre depuis 1931, conserve également cette fonction. Il cumule donc des responsabilités importantes. La personnalité de Gamelin est bien éclairée, dans toutes ses complexités, ainsi que celles de l'amiral Darlan, des généraux Denain, Vuillemin, Georges et de bien d'autres encore. Les civils ne sont, bien évidemment, pas oubliés. Au ministère de l'Air Pierre Cot, puis son remplaçant, Guy La Chambre, entre autres, sont suivis dans leurs comportements décisionnels.

Simon Catros comprend fort bien que les personnalités de premier plan sont une chose, mais que le travail réel, notamment dans la sphère du renseignement, est effectué par des « petites mains », officiers supérieurs moins en vue, qui animent et font vivre littéralement les services. Il sait suivre ceux qui documentent, collectent et synthétisent les renseignements, tels le général (alors lieutenant-colonel) Rivet ou le général Schweisguth qui alimentent au quotidien la réflexion des grands chefs par leurs mémentos. L'approche des différentes personnalités en poste, envisagée dans les détails et avec finesse, est ainsi quasi prosopographique et apprend beaucoup au lecteur.

Les relations institutionnelles et interpersonnelles

Comment sont élaborés les avis émanant des états-majors généraux (EMG) en matière de politique étrangère ? Quelles sont les modalités de transmission de ces avis aux autorités gouvernementales ? Comment ces avis sont-ils pris en compte par la suite par le pouvoir civil ? Telles sont les grandes problématiques que l'auteur pose d'entrée de jeu. Le partage des tâches – pas toujours bien simple – entre les différents services de renseignement plus ou moins ouvertement rivaux, plus ou moins coopératifs entre eux, est bien souligné, ainsi que les différents niveaux de compétence. Les organisations spécifiques de l'Armée de terre et de la Marine ne plaident pas, par exemple, pour une extrême efficacité.

L'auteur montre que les différents services de renseignement collaborent assez bien au niveau des subalternes, mais nettement moins au niveau des chefs. En revanche, la période Gamelin correspond à une relative montée en puissance des liens avec le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger (Saint-John Perse en littérature). Gamelin se fait représenter de plus en plus souvent par son homme de confiance, le commandant puis lieutenant-colonel Petibon, auprès de Léger. Gamelin entretient, par ailleurs, de nombreux contacts chez les diplomates français, notamment avec René Massigli, Léon Noël, Charles Alphanand ou André François-Poncet. L'auteur

montre que la période 1935-1939 est marquée par le renforcement du dialogue entre hauts responsables militaires et diplomatiques à Paris. Ainsi, Simon Catros remet-il singulièrement en question les images d'Épinal propagées après la Deuxième Guerre mondiale par certains diplomates, notamment Massigli, affirmant que les militaires avaient tenu les diplomates dans l'ignorance de ce qu'ils savaient sur l'état du réarmement allemand. Il s'agit là d'un apport historiographique important.

La période du Front populaire vient compliquer les relations entre civils et militaires. L'opposition ouverte de l'amiral Durand-Viel précipite la nomination de l'amiral Darlan. Le retour de Pierre Cot au ministère de l'Air, son philocommunisme ressenti par de nombreux militaires, sa politique d'accès à l'épaulette de nombreux sous-officiers, souvent perçue comme une manœuvre politique, sont autant de mesures contestées par certains militaires, d'autant plus que Cot renouvelle la haute direction de l'État-major de l'Armée de l'air (EMAA). L'arrivée d'Édouard Daladier au ministère de la Guerre remet pour sa part en question le partage des tâches au sein de l'étrange binôme formé par les généraux Gamelin et Georges du fait de l'hostilité que Daladier développe à l'égard de ce dernier.

Le 4 juin 1936 est créé le ministère de la Défense nationale. Daladier devient ministre de la Défense nationale et de la Guerre. Cette double appellation devait permettre de sortir des regards trop corporatifs entre armes. Il n'en est rien ou presque. Si certains militaires ne jouent pas toujours franc-jeu, l'unanimité n'est pas de mise non plus systématiquement chez les politiques. Pierre Cot, de sa propre initiative, sans concertation avec l'Armée de terre, retire un certain nombre de pilotes des unités aériennes destinées à coopérer avec les « terriens » pour les réaffecter aux unités de bombardement, alors même que les dotations en avions de bombardement sont insuffisantes. Il faut attendre les réformes du premier semestre 1938 pour assister au renforcement institutionnel de la Défense nationale.

Les représentations des uns sur les autres... et réciproquement

L'histoire des représentations est au cœur de la deuxième grande partie de l'ouvrage. Il s'agit là d'un apport majeur de cette recherche. À dire vrai, la démarche n'est pas nouvelle. Grâce aux travaux du regretté Patrick Facon, les spécialistes savaient depuis longtemps que, dans le registre de l'aviation notamment, les dirigeants militaires français avaient été littéralement « intoxiqués » par les services de renseignement allemands et qu'ils avaient considérablement maximisé la puissance de la toute jeune Luftwaffe¹. Mais l'intérêt de l'ouvrage vient du fait que l'auteur traque cette « auto-intoxication » dans les différentes strates des armées et des multiples services de renseignement. Le résultat est impressionnant. Alors que des avertissements sur les difficultés d'approvisionnement de l'industrie d'armement allemande proviennent de militaires en poste en Allemagne, notamment en 1937, ils ne sont pas validés et pris en compte à Paris, ni par les militaires ni par les civils. Ce n'est donc pas une carence des services de renseignement que l'auteur met en cause – à juste titre – mais bien le refus de la part des hautes sphères militaires de prendre en considération les renseignements qui ne vont pas dans le sens d'un renforcement allemand, presque souhaité pourrait-on dire, afin de rendre mentalement impossible toute idée d'offensive française. Dès 1936, les services de renseignements français sont ainsi

¹ Voir notamment Patrick Facon, *L'armée de l'air dans la tourmente : la bataille de France, 1939-1940*, Paris, Économica, 1997 et réédition augmentée avec le général Vincent Lanata, Paris, Économica, 2005.

tétanisés par la conviction que l'Armée française ne peut s'opposer par la force à l'Allemagne alors que c'est loin d'être le cas dans le rapport de force réel. Par capillarité, ces convictions sont partagées par les milieux militaires dirigeants comme par les milieux du Quai d'Orsay.

L'auteur comprend l'essentiel de ces attitudes. L'horizon est celui de 1914-1918 et des erreurs commises qu'il s'agit de ne plus répéter. Le Grand Quartier général (GQG) de 1914 avait, il est vrai, sous-estimé totalement l'usage des réserves par les Allemands à l'entrée en guerre. Par un mouvement de balancier intellectuel, les hauts responsables militaires les surestiment en 1935-1939, classant par exemple des forces de police inaptées à la guerre comme troupes opérationnelles. Ceci aboutit à des effectifs théoriques sans commune mesure avec la réalité de l'Armée allemande : en mars 1938, le deuxième bureau français estime à 110 divisions les forces disponibles en Allemagne quand elles ne sont que 71. Par ailleurs, les méthodes mises en œuvre pour obtenir la victoire de 1918 sont désormais érigées en recettes infailibles que l'on peut reproduire, ce qui amène aussi à des systèmes de représentations déficients.

Simon Catros poursuit sa belle démonstration dans la dernière partie consacrée plus spécifiquement aux évolutions diplomatiques. Militaires comme diplomates n'ont que de faibles espérances sur la force d'alliances de revers avec la Tchécoslovaquie, la Pologne ou la Roumanie. L'évolution de la situation internationale, notamment la rupture avec l'Italie, contraignent les personnels militaires comme diplomatiques à un rapprochement plus étroit avec la Grande-Bretagne, bien que les Marins – entre autres – y soient peu favorables.

Bien entendu, la perfection n'est pas de ce monde. Il est toujours possible de trouver des points qui auraient pu être davantage mis en avant dans l'ouvrage. Il est dommage que les travaux de Robert Doughty ne soient pas cités, lui qui avait si bien parlé de « *Pyrrhic Victory* » à propos de 1918 et de « carcan doctrinal » pour expliquer les attitudes des généraux français dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale². Le suivi des systèmes de représentations des diplomates à l'égard de l'Allemagne aurait pu être aussi finement détaillé que pour les militaires. Il est vrai que cela aurait constitué un autre livre ! On peut regretter aussi que le rôle doctrinalement bloquant de Philippe Pétain, après 1935 – jamais très loin dans les esprits des grands chefs – ne soit pas davantage cerné.

Il n'en demeure pas moins que l'ouvrage est dense, riche, solidement argumenté et charpenté. Il se lit avec facilité malgré le nombre impressionnant de notes de bas de pages, qui reflète l'écriture démonstrative de l'auteur.

Cet ouvrage est précieux et va se révéler indispensable dans les années à venir pour les historiens qui veulent comprendre les relations croisées et complexes entre militaires et pouvoirs civils dans les années où des décisions capitales s'imposaient, mais n'ont pas toujours été prises dans le bon sens et au moment opportun par la III^e République.

² Voir Robert Doughty, *Pyrrhic Victory. French Strategy and Operations in the Great War*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2005 et 2008.